



Cahiers de recherches médiévales et humanistes

Journal of medieval and humanistic studies
2012

Jules Racine St-Jacques, Le droit de résistance chez les réformés français (1536-1581)

Paul-Alexis Mellet



Éditeur
Classiques Garnier

Édition électronique

URL : <http://crm.revues.org/13156>

ISSN : 2273-0893

Référence électronique

Paul-Alexis Mellet, « Jules Racine St-Jacques, *Le droit de résistance chez les réformés français (1536-1581)* », *Cahiers de recherches médiévales et humanistes* [En ligne], 2012, mis en ligne le 22 septembre 2013, consulté le 01 octobre 2016. URL : <http://crm.revues.org/13156>

Ce document a été généré automatiquement le 1 octobre 2016.

© Cahiers de recherches médiévales et humanistes

Jules Racine St-Jacques, Le droit de résistance chez les réformés français (1536-1581)

Paul-Alexis Mellet

RÉFÉRENCE

Jules Racine St-Jacques, *Le droit de résistance chez les réformés français (1536-1581)*, Genève, Droz (« Cahiers d'Humanisme et Renaissance » 107), 2012, 218p.
ISBN 978-2-600-01587-5

- ¹ Cet ouvrage de Jules Racine St-Jacques se présente comme un « essai » (p. 16 et 192), s'appuyant surtout sur des « textes justificatifs » (p. 19). De fait, il est court, enlevé, bien écrit et parfaitement renseigné. Le texte est accompagné de notes précieuses, d'une bibliographie synthétique (p. 199) et d'un index (p. 211).
- ² Son objet principal consiste à rechercher les évolutions des arguments politiques des huguenots, entre l'édition de l'*Institution de la religion chrétienne* de Calvin (1536) et celle des *Vindiciae contra tyrannos* de Duplessis-Mornay (traduction française en 1581). L'auteur reconnaît d'ailleurs à plusieurs reprises s'être surtout attaché à mettre en lumière les « stratégies discursives » (p. 111), la « rhétorique » (p. 159) ou encore l'« argumentaire » des calvinistes français (p. 94). Pour cela, il dégage trois « moments » importants (p. 9 et 13), qui correspondent selon lui à trois types d'arguments : la position de Calvin (partie I : 1536-1559), celle de la noblesse française (partie II : 1559-1568) et celle des « Monarchomaques » (partie III : 1564-1581). Plutôt que de parcourir l'ouvrage en suivant ce plan, peut-être est-il préférable d'en proposer une lecture moins linéaire pour dégager plus aisément ses apports.

- 3 Les principaux résultats auxquels parvient l'auteur concernent tout d'abord les évolutions qu'il pointe entre ces trois moments. La position que Calvin développe dans l'*Institution* est bien connue : les hommes doivent se soumettre aux autorités (une « éthique de l'obéissance », p. 41), dans la mesure où « le roi est le vicaire de Dieu sur terre » (p. 36). De ce point de vue, ce que l'auteur appelle l'« orthodoxie calvinienne » correspond au principe paulinien (Rm 13, 1 : p. 54). Pas question pour le réformateur de laisser entendre qu'il souscrit à la révolte des Anabaptistes qui s'est abattue sur l'Allemagne en 1525 (p. 31-35 et 158). Cependant, J. Racine St-Jacques ajoute plusieurs remarques qui nuancent cet aspect : Calvin a formulé des exceptions dans certains textes, comme le fameux chapitre XX de l'*Institution* (p. 45), le cas particulier des « vocations extraordinaires » (p. 49) et les sermons sur Daniel de 1552 et 1561 (p. 46 et 54), si bien qu'il peut être qualifié, selon l'auteur, de « maître du clair-obscur » (p. 60) soutenant une « pensée ambiguë » (p. 58).
- 4 Les arguments développés par la noblesse française au début des années 1560 sont très différents. En effet, ils sont dirigés principalement contre les « étrangers », c'est-à-dire les Lorrains (p. 64, 76 et 100) et les Italiens (p. 138), qui s'imposent dans l'entourage du roi ou accaparent le pouvoir au détriment de la noblesse traditionnelle (p. 69). Les discours justifiant la prise d'armes lors des conflits successifs, comme à Amboise (mars 1560, p. 70 et 84), à Wassy (mars 1562, p. 71 et 88) ou à Meaux (septembre 1567, p. 136), révèlent l'importance de ce « thème de l'aliénation » du roi, véritable « pantin manipulé » (p. 97-98), au moment où le premier prince de sang Antoine de Bourbon se détourne progressivement de la cause protestante (p. 83) et où les grandes familles comme les Montmorency sont écartées de la cour (p. 69). Ce n'est qu'après la Saint-Barthélemy que la critique se concentrera sur la personne du roi (p. 178). Mais on voit dès les années 1560 apparaître un glissement dans l'argumentaire : la loi de Dieu de Calvin passe au second plan, derrière un argument plus politique (p. 102), celui de la défense de la couronne (p. 91) et du rôle des États généraux dans la désignation des membres du conseil (p. 77 et 140).
- 5 C'est ce double héritage qui irrigue la pensée des « Monarchomaques ». L'auteur discute à plusieurs reprises de la définition de ce terme (p. 121 et 194), tout en soulignant avec justesse les nombreuses différences qui distinguent les traités en question (p. 154 et 168). Après avoir distingué les Monarchomaques britanniques, catholiques et protestants (p. 121), il s'emploie à dresser la liste des principaux auteurs concernés : Jean de Coras (*Question politique*, 1568 ?), François Hotman (*La Gaule française*, 1573), Théodore de Bèze (*Du droit des magistrats sur leurs sujets*, 1574) et Philippe Duplessis-Mornay (l'auteur supposé des *Vindiciae contra tyrannos*, 1579). Les traits principaux de ces théories sont le contrat (p. 143 et 179) ou la double alliance (p. 131), la souveraineté du peuple par la médiation des corps constitués que sont les magistrats ou les États généraux (p. 133 et 164), et bien entendu la résistance armée au tyran (p. 162). Mais les variations d'un texte à l'autre sont aux yeux de J. Racine St-Jacques tellement importantes qu'il propose de rejeter le terme de « théorie monarchomaque » au profit de celui de « théorie alter-monarchiste de la résistance » (p. 197).
- 6 L'ouvrage offre d'autres éclairages tout à fait intéressants. Certes, on ne trouvera ni source nouvelle apportant une compréhension originale sur des phénomènes déjà bien connus, ni réflexion sur les écrits des historiens ou les mémorialistes du XVI^e siècle, ni étude des conditions de production et de diffusion de ces supports imprimés, ni analyse de la situation internationale dans laquelle ces idées politiques sont apparues (par

exemple l'influence de la révolte néerlandaise). Mais l'auteur s'attache à mettre en valeur les concepts phares utilisés dans ces théories politiques et religieuses. Il consacre ainsi plusieurs passages à étudier la signification, changeante selon les circonstances, des termes de tyrannie (p. 40, 150-153), de contrat (p. 123, 179), de peuple (p. 157), de magistrat (p. 159, 166), d'États généraux (p. 140, 161), de confiance politique (p. 171), etc. Bien plus, J. Racine St-Jacques restitue les principaux débats historiographiques avec une grande précision. C'est ainsi qu'il traite de l'épineuse question de l'« ambiguïté » de Calvin face à la résistance, que l'auteur étudie avec minutie en convoquant M.-E. Chenevière, E. Doumergue, John T. McNeil, M. Engammare, E. Fuchs et C. Grappe (p. 58). Il aborde de la même façon le problème de la sincérité des arguments (p. 101), la notion du « désangoissement du monde » (p. 104) ou le débat complexe de savoir si la Saint-Barthélemy marque ou non un tournant dans l'élaboration de ces théories politiques (p. 113 et 126).

- 7 Ces longs passages de définition des concepts et de restitution des débats historiographiques permettent finalement à l'auteur d'avancer un certain nombre d'idées propres. Tout d'abord, les trois moments identifiés dans l'ouvrage ont un point commun : chez Calvin, dans la noblesse huguenote et chez les Monarchomaques, l'action politique ne peut pas être confiée au peuple, qui est trop instable et qui pourrait rapidement adopter un comportement transgressif (p. 82 et 151). Les théories politiques calvinistes apparaissent ainsi comme le véhicule d'un véritable « contrôle interne afin d'endiguer les énergies révolutionnaires ou subversives dans un champ d'action limité par les décisions des grands, seuls investis du devoir d'agir pour le roi et le royaume » (p. 109). La deuxième conclusion à laquelle parvient l'auteur, au terme d'une longue réflexion sur l'impact des années 1567-1568 (p. 142 et 178), est de considérer les théories de la résistance armée comme latentes avant 1572, et de percevoir la Saint-Barthélemy comme ayant permis leur actualisation (p. 192). Entre deux courants historiographiques opposés, le premier faisant de 1572 un traumatisme expliquant l'apparition des théories de la résistance au tyran, le deuxième cherchant à minorer l'impact des massacres sur la pensée politique, J. Racine St-Jacques tente finalement de dégager une *via media* (p. 184).